

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

NON AU MEETING FASCISTE! Exigeons son interdiction

Un meeting fasciste est convoqué mardi 27, par le PFN et l'« Eurodroite » à Paris avec l'approbation complaisante du gouvernement Giscard-Barre.

Nous ne le tolérons pas et exigeons ainsi que de nombreuses autres organisations, son interdiction. Nous appelons nos militants et nos lecteurs à se rassembler le 27 à 18 h 15, angle Place d'Italie et boulevard de l'Hôpital (du côté opposé à la mairie) pour manifester de la Place d'Italie à Montparnasse.

Communiqué

Troisième session du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France

La 3e session ordinaire du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France, issu du 3e congrès, s'est réunie à Paris les 24 et 25 juin 1978.

Elle a entendu, discuté et approuvé un rapport politique présenté par le secrétaire général au nom du Bureau politique.

Ce rapport qui apprécie comme positive l'activité de l'ensemble du Parti depuis la 2e session comporte une analyse de la situation internationale soulignant l'aggravation des menaces de guerre.

Le Comité central a décidé de porter à un niveau plus élevé et plus actif la lutte contre la guerre que préparent les deux superpuissances, et plus particulièrement plus que jamais, le social-impérialisme russe. Il a fait ressortir également la nécessité d'engager rapidement l'ensemble du Parti dans la préparation de la bataille politique des élections au Parlement européen, convoquées pour juin 1979.

Le rapport politique étudie aussi la situation en France, dénonce la politique réactionnaire du nouveau plan Barre et engage à poursuivre la lutte contre lui. Il réaffirme le plein engagement du Parti dans les luttes en cours des travailleurs des villes et des campagnes. Il examine la profonde crise des partis traditionnels de gauche, et en particulier du Parti communiste français.

Sur la base de ce rapport, la 3e session a décidé de poursuivre et d'intensifier les efforts entrepris à l'initiative du Bureau politique, le 22 avril dernier, en direction des militants et des sympathisants du Parti communiste français. Ces décisions visent à développer les luttes pour l'unité, pour le pain, pour la liberté et contre la guerre.

La 3e session du Comité central a réaffirmé la poursuite nécessaire des efforts engagés avec le PCRml pour l'existence d'un seul Parti communiste marxiste-léniniste pour la classe ouvrière et le peuple de notre pays.

Le Comité central a enfin décidé de prendre des initiatives pour renforcer l'utilisation par le Parti de toutes les possibilités légales qu'il a à sa disposition dans la situation actuelle, conformément au rapport politique du 3e congrès du Parti.

Le rapport politique adopté par le Comité central sera rendu public prochainement.

Renault : presses toujours en grève à Flins

Moulinex : 9 usines occupées (reportage P. 5)

Arsenaux : ampleur maintenue (informations p. 4)

Vosges : les boussac bloquent les routes (reportage p. 8)

ÇA CONTINUE !



Les travailleurs de Boussac bloquent la route nationale 57. Ces actions ont eu lieu les 23, 24 et 25 juin 1978 et elles continuent.

Démission d'un secrétaire d'une cellule à Renault-Cléon

J'ai pris cette décision au cours de la dernière lutte

Le secrétaire d'une cellule du PCF de l'usine Renault de Cléon démissionne de ce Parti. Voilà qui témoigne que les contradictions qui secouent le PCF ne sont pas le fait de « quelques meneurs intellectuels » comme le prétendent Marchais ou Poperen. Le PCF est-il le parti de la classe ouvrière ? Voilà la question auquel cet OS qui a participé à la lutte récente à Cléon répond par la

négative, sur la base très concrète du rôle joué par ce parti dans la grève.

Nous sommes sûrs que bien des militants du PCF, animés comme celui-là de la volonté de combattre fermement pour les revendications de salaires, d'emploi, de conditions de travail, se posent la même question. Les faits sont la meilleure réponse.

Je vous annonce aujourd'hui, par cette lettre ouverte ma démission du PCF.

J'ai pris cette décision au cours de la dernière lutte à Renault-Cléon.

Je me suis rendu compte de ce qu'était le PCF d'après son comportement dans la lutte.

au cours de la grève ?

C'était pourtant tout à fait nécessaire pour que le parti joue le rôle d'avant-garde qu'il dit représenter.

Dans ces conditions il est légitime de se demander qui définit la politique du parti puisque les cellules ne se sont pas réunies ?

Pourquoi les cellules du parti ne se sont pas réunies

Ce n'est pas la seule preuve

de l'absence de démocratie dans ce parti, je me souviens de la manière bureaucratique dont j'ai été désigné secrétaire d'une cellule. J'en ai été informé le jour de la remise des cartes l'an passé sans que ni moi ni les autres membres de la cellule soient consultés.

Mais revenons à la dernière grève à Cléon. Dans

un premier temps est-il normal que le PCF qui se dit le parti de la classe ouvrière se soit opposé à la grève par l'intermédiaire de la section CGT qu'il contrôle ? Il est vrai que par la suite les responsables CGT également membres du PCF ont pris le train en marche, mais c'était pour le freiner.

suite page 3

Dernière minute

A l'usine Moulinex de Caen provocation d'un commando de l'usine voisine Citroën

Le lundi 26 au matin, la direction de l'usine Moulinex de Corneilles-le-Royal (près de Caen) avait convoqué la maîtrise et les non-grévistes à l'entrée de l'usine occupée. Les travailleurs occupant refusèrent d'ouvrir les portes. C'est alors qu'un commando d'une vingtaine d'individus venant de l'usine Citroën toute proche a forcé une petite porte mal surveillée et a attaqué les grévistes, saccageant des locaux et usant de bombes fumigènes. Les grévistes ont riposté avec des pierres mais ont dû se disperser. Direction et maîtrise ont pu entrer ainsi que des non-grévistes.

A l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne

Une bataille de classe à l'échelle internationale

Sa signification en Afrique

(Suite de la page 8)

n'est pas la même.

Pour les pays du tiers-monde, à l'exception des pays socialistes, l'étape est celle de la révolution nationale démocratique parachevée par l'instauration d'un État de la *démocratie nouvelle*. C'est-à-dire, la dictature conjointe de plusieurs classes anti-impérialistes — comprenant la bourgeoisie nationale — sous la direction du prolétariat.

À cette étape, la contradiction principale se situe entre, d'une part toutes les classes et couches anti-impérialistes et anti-féodales ; et d'autre part l'impérialisme, l'hégémonisme et leurs vassaux.

Tout ce qui s'oppose à l'impérialisme et principalement à l'hégémonisme fait avancer le processus révolutionnaire.

Or, en Afrique précisément, le prolétariat est encore assez peu organisé politiquement et même syndicalement (sauf en Afrique du Nord). Ce n'est qu'après la Deuxième Guerre Mondiale que le marxisme-léninisme a commencé de se répandre en Afrique noire.

À cause de l'oppression qui a duré très longtemps, les masses populaires aspirent ardemment à la lutte anti-impérialiste et anti-hégémoniste. Elles désirent s'affranchir de la misère et de l'état arriéré de leur pays. Sur ce point, les nationalistes bourgeois et au pouvoir se montrent également très actifs.

Ils désirent rendre leur pays prospère et consolider l'indépendance nationale. En même temps, ils sont obligés de refléter les désirs des masses populaires dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, et l'hégémonisme. S'ils ne reflétaient nullement ces désirs, ils n'auraient pu maintenir un seul jour ce pouvoir.

Les classes dominantes dans ces régions revêtent toutes un double caractère. D'un côté, leur participation possible à la révolution quand elles aspirent à la lutte contre l'impérialisme, le

colonialisme, et l'hégémonisme. De l'autre, elles se montrent hésitantes, oscillantes, voire réactionnaires. Dans beaucoup de pays, la politique externe est progressiste, la politique interne est réactionnaire, voire fasciste. Ces deux aspects existent même si on a l'impression que leur politique extérieure est changeante et instable.

Par exemple, les pays africains soutiennent à des degrés divers la lutte des peuples d'Afrique australe contre l'impérialisme américain et britannique ; de même qu'ils s'opposent aux deux superpuissances et aux autres impérialismes pour un nouvel ordre économique mondial.

Prenons la politique extérieure par rapport à l'URSS. L'attitude qu'ils prennent est toujours pragmatique. Lorsque l'URSS s'ingère dans leurs affaires, ou les exploite, c'est à ce moment-là, que les relations entre l'URSS et eux se tendent (Soudan, Somalie, Égypte). Cependant, lorsque l'URSS leur accorde des « faveurs », ou surtout de belles paroles, ils se laissent tromper.

En tout cas, si leur attitude change, leur nature de pays nationaliste ne change jamais. De plus, la tendance grandissante en Afrique est l'opposition au social-impérialisme russe comme danger principal surtout depuis l'occupation de l'Angola par les troupes soviéto-cubaines. L'exemple du président Mobutu au Zaïre est sur ce point particulièrement éloquent. Cette tendance s'est développée et se développe dans les conférences des non-alignés, mais surtout avec l'offensive agressive sans précédent de l'URSS en Afrique.

Tout ce processus de luttes, prenant pour cible l'hégémonisme et principalement le social-impérialisme, rentre dans le cadre et sert objectivement la révolution mondiale et donc le prolétariat mondial.

(A suivre)

Claude LEBRUN

* Dans notre prochaine édition « Utiliser les différentes contradictions ».

● Italie

Bataille pour un fauteuil

C'est dans un contexte de crise intérieure exacerbée que vont se dérouler, le 29 juin prochain, les prochaines élections présidentielles italiennes, destinées à donner un remplaçant à Giovanni Leone.

Dans une interview préparée avant sa démission, mais jamais diffusée dans la presse, Leone, affirmait que l'on voulait « l'obliger à se démettre » pour « modifier l'équilibre politique actuel ». Hypothèse qui n'a rien d'in vraisemblable quand on sait que les malversations qui lui sont reprochées sont connues officiellement depuis deux ans déjà et ne suffisent pas à expliquer cette soudaine campagne en faveur de sa démission immédiate.

Une disposition originale de la Constitution italienne explique l'intérêt de cette démission brusquée alors que le mandat présidentiel de Leone expirait normalement au début de l'année prochaine. Il s'agit du « semestre blanc », les six derniers mois du mandat présidentiel pendant lesquels le président de la République perd le droit de dissoudre les Chambres.

MARQUER DES POINTS

C'est le PCI qui a exigé la peau de Leone, et l'ouverture de la campagne électorale présidentielle en ce moment. Il tente ainsi de marquer de nouveaux points en sa faveur dans la crise politique italienne, qui lui permet-

traient — enfin ! — d'accéder au gouvernement. La position de soutien du gouvernement dans laquelle il était cantonné, offrait en effet, pour le PCI de nombreux inconvénients pour peu d'avantages. Les travailleurs italiens, à juste titre, lui imputent la responsabilité de la féroce politique d'austérité appliquée à leur en-

contre. Il ne bénéficie pour autant pas de compensation en exerçant une influence plus importante sur certains secteurs de la politique de l'État italien, celui de la politique internationale par exemple. C'est pourquoi Berlinguer a pris le risque d'une nouvelle crise, espérant voir progresser son influence au sein du gouvernement.

Les rapports sont tendus entre les trois grands partis. Démocratie chrétienne (formation à laquelle appartenait Leone), PCI et Parti socialiste.

LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE DÉCHIRÉE

Théoriquement, la majorité politique actuelle pouvait rassembler 90 % des voix des Grands Électeurs (les élections présidentielles italiennes ont lieu au suffrage indirect). Mais des surprises ne sont pas à exclure.

Au sein même de la Démocratie chrétienne, d'abord, les jeux ne sont pas faits entre les deux grandes tendances qui la déchirent : celle dirigée par son secrétaire général, Zaccagnini, le « fils spirituel » d'Aldo Moro, partisan du « compromis historique » avec le PCI, et celle de Fanfani, opposée à cette alliance qu'il estime contre nature. Leurs deux noms sont au centre de la polémique sur le futur candidat. Les socialistes de leur côté, mis sur la touche depuis quelques temps par l'alliance DC-PCI, relèvent la tête et tentent de jouer les cavaliers seuls dans l'espoir de monnayer le retrait de leur éventuel candidat contre une meilleure position du gouvernement. Le PSI réclame donc actuellement à grands cris l'élection d'un « laïque » non lié à la Démocratie chrétienne... qui pourrait être son secrétaire général.

Pendant que s'approfondit ainsi la crise des institutions politiques de la bourgeoisie italienne, les travailleurs italiens dont les conditions de vie ne cessent de se dégrader au fil des jours ont une conscience croissante que ces jeux politiques qui se mènent en dehors d'eux sont totalement étrangers à leurs intérêts.

Grève dans la sidérurgie belge

45 000 ouvriers de la sidérurgie belge sont en grève illimitée depuis jeudi matin après l'échec des négociations avec le patronat sur le renouvellement de la convention collective.

Les négociations rompues portaient sur une réduction du temps de travail et la retraite anticipée. Les ouvriers réclament une semaine de 36 heures contre 40 heures actuellement. Le patronat accepte une réduction d'une heure et demie par semaine si, parallèlement, la production est accrue, ce que les travailleurs refusent catégoriquement.

D'autre part, les travailleurs demandent la retraite anticipée à 55 ans pour tous. Dans l'immédiat toutes les entreprises sidérurgiques wallonnes ont cessé le travail tandis qu'en Flandres une partie seulement, sont en grève.

Des avions éthiopiens bombardent la Somalie !

Le ministère somalien de l'information a annoncé que six avions des forces armées éthiopiennes avaient bombardé jeudi matin plusieurs villes et villages situés dans le nord de la Somalie, faisant dix morts et 43 blessés.

Un porte-parole de ce ministère, cité jeudi après-midi par radio-Mogadiscio, a déclaré que le raid visait notamment la ville de Borama et les villages de Gabileh et Kala baydke. De nombreuses habitations ont été détruites.

Petite ville située à proximité immédiate de la frontière somalo-éthiopienne, Borama se trouve sur la route reliant Hargeisa, capitale de la Somalie du Nord, à la République de Djibouti. Elle est en général considérée comme une des bases arrière des forces se battant pour l'autodétermination de la région éthiopienne de l'Ogaden.

● Chine

Le Président Houa Kuo Feng rencontre une délégation du Parti communiste d'Allemagne

Mercredi après-midi, le président Houa-Kuo-feng a rencontré la délégation du Comité central du Parti communiste d'Allemagne (KPD) dirigée par le camarade Christian Semler, président du Parti, qui séjourne actuellement en Chine. Il a eu avec les camarades allemands une conversation sincère et amicale. L'entrevue s'est déroulée dans une atmosphère cordiale empreinte de fraternité.

Feng Hsuan, chef adjoint du département de liaison internationale du Comité central du PCC, assistait à l'entrevue.



Démission d'un secrétaire d'une cellule du PCF à Renault Cléon

« J'ai pris cette décision au cours de la dernière lutte »

(Suite de la page une)

Ainsi, ils n'ont pas organisé l'occupation de l'usine de façon à y associer le maximum d'ouvriers.

Pire, ils ont refusé la jonction entre les différentes usines de la Régie en lutte à ce moment-là. Ils ont été jusqu'à refuser de faire connaître qu'une délégation de grévistes de Cléon s'était rendue à Flins. Les tracts qui leur ont été rapportés de Flins ont purement et simplement fini à la poubelle.

Enfin, troisième phase de la lutte, quand la grève s'effritait par leur soin, ils ont appelé sans honte à la reprise du travail.

Pour couronner le tout le dernier jour de la grève, ils ont empêché les grévistes présents sur le parking de prendre le micro. Pour ainsi dire, à aucun moment, les dirigeants du PCF n'ont agi pour que les grévistes soient les maîtres de leur action.

Il y aurait beaucoup d'autres choses à dire sur le comportement du PCF dans l'usine.

Que penser en effet de la réflexion d'un responsable du parti et de la CGT qui répondait à un ouvrier dans une discussion « Pour qui me prends-tu, crois-tu que je suis un simple militant de base ? »

Que penser de la CGT qui dirige le restaurant d'entreprise et qui emploie du personnel intérimaire ? La suppression de l'embauche d'intérimaires par la Régie étant une des premières revendications de la section syndicale CGT. Ce

comportement quotidien du PCF dans l'usine et pendant la grève n'est vraiment pas différent de celui du PS dans la section CFDT qui appelait en pleine occupation à reprendre le travail et à débrayer 4 h par semaine.

Ce comportement n'est pas propre à la section PCF de l'usine de Cléon.

Dimanche dernier, Roland Leroy au cours de la fête de la fédération de la Seine-Saint-Maritime n'a-t-il pas affirmé dans son discours qu'il avait soutenu la lutte de Cléon ?

Pourtant, tous les grévistes l'ont simplement et rapidement aperçu avec quelques maires de la région parader devant l'usine ? Espérait-il ainsi faire croire que le PCF était avec tous les travailleurs en lutte ?

Il est vrai que dans son discours, il a aussi affirmé que le PCF était le seul parti en France dans lequel il n'y avait pas de divergences politiques et de querelles de boutiques.

Le résultat du comportement du PCF pendant la grève de Cléon, c'est la démission de plusieurs militants du PCF ainsi que de militants CGT. C'est le PCF qui porte la plus grande responsabilité de l'échec. Non le PCF n'est pas un parti pour les couches sociales les plus défavorisées. Voilà pourquoi je ne puis en rester membre.

Caron Yves
Membre du comité de section du PCF à la RNUR
Cléon.
OS sur machine.

Non au meeting de l'eurodroite

Le pouvoir complice de la propagande fasciste

C'est ce mardi 27 juin que les organisations d'extrême-droite française (Parti des forces nouvelles), italienne (Mouvement social italien), et espagnole (Forces nouvelles), membres de l'« Eurodroite », ont prévu de tenir leur meeting provocateur en plein cœur de Paris.

Les marxistes-léninistes joignent leur voix à toutes les organisations et à tous les militants antifascistes français qui exigent l'interdiction d'un tel meeting. Nous dénonçons aussi la complicité du pouvoir giscardien qui, non seulement autorise l'activité libre des bandes d'extrême-droite (voir notre photo), mais encore les utilise à ses propres fins.

Nous nous élevons aussi contre la propagande ouvertement pro-fasciste qu'autorise et couvre le gouvernement dans notre pays et dont nous citons ici deux exemples.

Loin d'être enfin admise, enfin diffusée largement, la vérité sur le nazisme comme sur la résistance que lui opposèrent les peuples ne cesse d'être cachée par la bourgeoisie. Et, dans sa livraison d'avril, l'organe de l'ANACR* rapporte, à cet égard, qu'au cours d'un colloque tenu à Lyon au début de cette année un nommé Faurisson se lança « dans un développement scandaleux tendant à nier l'essentiel des crimes nazis, affirmant que le nombre des victimes fut très inférieur à celui que l'on cite généralement ».

Précisant que cette in-

tervention avait provoqué un tollé général, France d'abord indique que, renseignements pris, ce provocateur, qui réside à Vichy - le hasard ne manque pas d'humour -, exerce comme maître de conférence à l'université de Lyon II. L'on peut, de fait, avec le journal, s'interroger sur l'enseignement que dispense pareil individu !

Par ailleurs, loin de s'en tenir à quelques chaires universitaires ou aux seules écoles, la campagne de grande tolérance envers le nazisme descend au niveau du « bon peuple ». Après tout, qui d'autre que lui pourrait-

elle viser ? Et c'est ainsi que s'étale aux vitrines des librairies un nombre croissant de livres apologiques pour les Hitlériens, au nombre desquels le Journal de Goebbels soi-même pour les mois de mars et avril 1945, où l'on peut lire : « Quand on a le pouvoir,

leur-adjoint de sa rédaction, Georges Suffert, s'apitoyait sur le lot quotidien qui est celui du bourreau nazi Rudolf Hess et qui, faisant ainsi chorus avec les groupes néo-nazis d'Allemagne fédérale, réclamait sa libération. Ce qui valut au plumitif en question



A la faculté d'Assas (Paris), parade du GUD, bras du PFN en milieu étudiant. Ils ont à leur actif des dizaines d'interventions violentes contre les étudiants...

il faut une fois pour toutes exterminer ces Juifs comme des rats. Dieu merci, nous nous en sommes déjà bien chargés. J'espère que le monde suivra cet exemple ».

La « grande presse » ne repugne pas à mêler son son de cloche au concert grand réconciliateur. Ainsi de l'hebdomadaire bourgeois Le Point qui, le mois dernier, sous la plume de l'ancien direc-

d'être cité dans le texte par le torchon d'extrême-droite Rivarol : « Dans une prison d'Allemagne, le dernier condamné du grand procès de Nuremberg (1946) finit ses jours seul. Aucune des quatre puissances victorieuses n'a osé demander sa mise en liberté ».

(Extraits d'un article de notre correspondant Jan Dziki)
* Association nationale des anciens combattants de la Résistance.

Déclaration de la Consulta di i studenti corse

« Nous ne nous laisserons pas intimider par la répression »

Le 17 juin s'est tenu à Paris un meeting de soutien aux patriotes corses emprisonnés dont nous avons rendu compte dans nos précédentes

éditions. Nous publions ici des extraits de la déclaration de la CSC (Consulta di i studenti corse), faite ce jour-là.

La CSC veut avant tout apporter son soutien fraternel à Serge Cacciari qui mène depuis trois ans, en patriote courageux, un combat solitaire contre l'État français, et qui depuis vingt jours, au péril de sa vie, fait une grève de la faim pour que justice lui soit rendue. Serge Cacciari dont nous savons que son seul tort est d'être un jeune Corse qui a refusé de subir la force de l'État colonial. A travers Serge Cacciari, c'est toute la jeunesse corse que la répression a voulu isoler et qu'elle a voulu frapper. C'est pourquoi, nous jeunes Corses, nous l'avons toujours soutenu. C'est pourquoi nous lui apporterons jusqu'au bout notre appui.

(...) En faisant le choix d'emprisonner des militants de la CSC, le gouvernement a mis sur le manque de structuration et de combativité de la jeunesse corse. Qu'il ne se fasse pas d'illusions, il risque de constater à ses dépens que notre mouvement n'est pas décapité par la chute de quelques

têtes. Nous sommes prêts aujourd'hui à remplacer nos militants et dirigeants arrêtés, à monter en première ligne.

L'État français doit savoir que nous ne nous laisserons pas intimider par sa répression. Nous continuerons notre action en nous souvenant que c'est pour le peuple corse que nous luttons. Nous savons que la répression s'accroîtra de plus en plus durement, que beaucoup de nos militants tomberont, mais chaque jour davantage nous saurons trouver des forces nouvelles pour résister.

Il doit être bien clair ce soir que nous nous engageons à défendre, non seulement nos militants, mais aussi tous les Corses qui sont ou seront victimes du colonialisme.

Un appel a été lancé pour soutenir Serge Cacciari, pour l'envoi massif de télégrammes à l'adresse suivante : Serge Cacciari, hôpital des prisons de Fresnes, 1, avenue Division Leclerc - 94261 Fresnes.

Campagne de soutien aux emprisonnés

« J'exprime ma solidarité avec les patriotes corses victimes de la répression, demande leur libération immédiate, l'arrêt de toutes poursuites et la dissolution de la Cour de sûreté de l'État ; reconnais conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, le droit au peuple corse à disposer de lui-même.

Nom
Prénom
Signature

CONDAMNER
LES PATRIOTES
CORSES, C'EST
CONDAMNER
LE PEUPLE
CORSE!!



JACQUES JURQUET
ARRACHER
LA CLASSE OUVRIÈRE
AU RÉVISIONNISME

A tous
ceux qui
s'interrogent

Pour les ouvriers combattifs qui disent : « Il faut un parti de combat, un parti révolutionnaire », Pour ceux qui, même encore au Parti communiste français, s'interrogent sur le Parti communiste marxiste-léniniste de France, comment et pourquoi il a été créé, ce recueil de textes du camarade Jacques Jurquet publiés de 1965 à 1971, est un outil indispensable.

Un ouvrage dont les mérites ne sont pas seulement historiques, mais qui apprendra aux jeunes comme aux plus anciens militants, pourquoi c'est ce Parti né dans la lutte contre le révisionnisme, qui représente l'espoir révolutionnaire de la classe ouvrière.

POUR TOUTE COMMANDE ÉCRIRE A E-100 :
24, rue Philippe de Girard
75010 - Paris
Prix 30 F



● Nantes

Warin : grand succès du gala de soutien

aux grévistes

Au gala de soutien que nous avons organisé avec d'autres travailleurs le vendredi 16 juin à Nantes, environ 300 personnes ont répondu à notre appel (habitants d'HLM de Malakoff, d'autres quartiers, de nombreux travailleurs des usines de Nantes).

Quelle belle soirée nous avons passée. Après avoir exposé notre lutte, la troupe de théâtre Jean Rigollet de Nantes, et le chanteur comique Gérard Ferchaud de Cholet ont mis beaucoup d'ambiance, nous avons ri aux larmes parfois. Nous nous souviendrons de cette soirée si chaleureuse. Un orchestre de jeunes bretons nous a fait danser en fin de soirée (elle s'est terminée à 3 h 30 !).

Pour nous, grévistes, ce gala a été très important. D'abord par sa préparation, nous avons fait connaissance d'un tas de travailleurs qui nous ont beaucoup aidés, ça nous a permis de voir que nous n'étions pas seuls dans la lutte.

Pendant deux mois, assises devant l'usine, tous les jours, sans expérience, ne sachant pas comment faire devant l'intransigeance patronale, et avec peu de possibilités d'intervenir pour arrêter la production faite à notre place, par les membres des bureaux, la maîtrise et les représentants, ça été dur de tenir parfois !

En plus de l'aide morale, ce gala nous a procuré une aide financière qui est très appréciable. Nous envisageons maintenant de faire un bal prochainement même si nous reprenons le travail. Nous remercions tous nos amis qui sont venus au gala et qui l'ont préparé avec nous et qui ont participé à nos collectes.

Les 14 grévistes de Warin Nantes.

Les grévistes ont repris le travail ce matin 21 juin. Ils ont obtenu : 1 F de l'heure d'augmentation échelonné jusqu'au premier janvier 1979 dont 59 centimes immédiatement (elles demandaient 1 F immédiat).

- Primes de fin d'année discutées en octobre.
- Ponts accordés avec récupération.
- Les 4 jours de vacances maintenus pendant la période de la grève.
- Pas de sanction pour fait de grève.

C'est la tête haute qu'elles ont repris après le succès du gala et une lutte longue et extrêmement difficile. Nous en reparlerons dans un prochain article qui en fera le bilan avec les grévistes.

Correspondant HR Nantes.

● Renault-Billancourt

Il n'a pas été beaucoup question de la lutte des camarades de Flins

Jeudi dernier, se tenait une réunion du Comité central d'entreprise (CCE). La CFDT a refusé d'y siéger vu la situation à Flins et l'occupation de l'atelier des grandes presses par les CRS. La CGT et FO y ont été, ainsi que la CGC.

Ils ont proposé un vote sur quatre points :

- Evacuation des forces de police à Flins *
- Engagement qu'on ne

se servira plus de la police. - Ouverture immédiate des négociations à Flins. - Réouverture des négociations générales à la Régie.

La direction a voté contre le premier point, n'a pas participé au vote sur la deuxième et s'est abstenue aux 3e et 4e. Triste comédie dont la CGT n'hésite pas à tirer gloire dans un tract. Ce qui est aussi intéres-

sant à savoir, c'est que la veille de chaque CCE, le comité effectue une visite dans une usine du groupe. Le mercredi 21 juin, le CCE et ses élus sont allés visiter la succursale de Bordeaux. Soit une quinzaine de délégués CGT, FO, CGC, dont également deux de la CFDT. Tout ce beau monde est parti à Bordeaux en avion, s'est fait payer un gueuleton sur place par la

direction et a fait une visite de la succursale.

Puis ils ont organisé un « puissant débrayage », selon le tract de la CGT : « Mercredi 21 juin, le CCE et ses élus, la CGT, la CFDT, FO, la CGC, se sont rendus à Bordeaux visiter la succursale et la DCZ.

Au cours d'un puissant débrayage de la succursale, la CGT a réaffirmé sa volonté de voir :

- Les succursales rester dans la nationalisation.

- La parité des salaires et classifications RNUR pour les 11 000 travailleurs des succursales en France. »

Apparemment il n'a pas beaucoup été question de la lutte des camarades de Flins. Correspondant HR

* La police occupe toujours les presses et le lock-out doit cesser ce mardi.

Le mouvement avait en fin de semaine la même ampleur que les jours précédents. Reconduite à Rennes, Indret (Loire-Atlantique), Lorient, Brest, Cherbourg, Roanne (avec une participation accrue), Bordeaux, Marseille, Toulon, Lyon, la grève s'est même étendue. A Lorient, les travailleurs ont riposté à une intervention de gardes mobiles qui sont toutefois parvenus à bloquer l'accès de l'arsenal aux grévistes. Plusieurs meetings et manifestations ont eu lieu. Voici une correspondance de Brest.

Jeudi matin, plus de 3 000 travailleurs ont bloqué, pendant un quart d'heure, le train Brest-Paris. Fait nouveau : plus de 200 ouvriers, surtout des jeunes, ont maintenu le blocage pendant un nouveau quart d'heure, malgré les pressions des directions syndicales.

Environ 350 ouvriers de l'arsenal sont réquisitionnés chaque jour, dont 250 pour les installations de l'île Longue (base des sous-marins nucléaires).

« Par solidarité avec le mouvement de grève actuel et soucieuse de l'économie de Brest et de sa région, l'Union du commerce brestois demande à tous les commerçants de fermer leurs magasins lundi matin 26 juin ».

350 ouvriers d'entreprises privées (notamment d'électricité et de chaudronnerie), travaillant pour l'arsenal, ont été mis au chômage technique. Il s'agit en fait de lock-out déguisé.

Journée d'action PTT

Les postiers n'en veulent plus !

La hausse des prix, le manque d'effectifs, la répression, les licenciements d'auxiliaires, de vacataires, il y a de quoi revendiquer dans les centres de tri et les guichets.

Dans les bureaux-gares et chez les ambulants, il subsiste un climat d'amertume et d'attentisme après les élections de mars dernier.

C'est dans cette situation que la fédération CGT a parachuté une grève de 24 heures pour le service général des PTT*, le 21 juin 1978. Bien évidemment ce mot d'ordre fut généralement mal reçu par les postiers. Cela fait trop de ces grèves

depuis des années. Jamais cela n'a empêché Barre et d'autres ministres bourgeois d'appliquer les plans d'austérité. Alors que faire ?

A l'assemblée générale du personnel qui eu lieu au PLM, après l'appel du délégué CGT un adhérent CGT prit la parole :

« Encore une fois on nous appelle à une grève-bidon de 24 heures. La seule différence cette fois est que la CFDT préfère s'abstenir. Mais qu'est-ce que cela change dans le fond. On veut nous faire croire que c'est nous qui l'avons voulu alors qu'on ne demande même pas l'avis des adhé-

rents ».

« Pour essayer de convaincre, on nous parle de la politique antisociale de Giscard-Barre, du climat plus chaud en province, etc... »

Tout cela est fait dans un esprit de pouvoir nous récupérer au maximum. La seule chose que souhaitent les travailleurs, c'est d'organiser une action décidée par eux et qui porte des fruits. Un peu comme l'ont montré les travailleurs de Renault et des arsenaux. Bien sûr il faudra du temps pour y arriver. Il nous faut tous en discuter. Mais c'est en ce sens que nous pourrions ga-

agner quelque chose. »

Cela jeta un froid parmi les délégués qui n'eurent pas le temps de répondre. Un autre travailleur les prit à partie : « Vous parlez toujours de lutte, mais dans les faits, lorsqu'il fallait se battre, comme le 9 novembre 1977, vous avez regagné vos casiers. Vous avez repris le travail, vous n'avez pas voulu cautionner la délégation de masse votée par la majorité de la brigade B contre les licenciements d'un copain stagiaire. A qui allez-vous faire croire que c'est vous qui défendez nos intérêts. Quand vous parlez de lutte c'est pour lancer des grèves-bidons qui font le jeu

du plan Barre, etc. »

Le 21 juin il y a eu entre 8 et 25 % des grévistes dans les différents centres de tri selon les brigades à Paris. A Créteil, il n'y a pas eu 5 % de grévistes. Cela montre que les travailleurs refusent de plus en plus ce genre d'action dont certains partis se servent pour faire leur propagande.

C'est pour se donner des airs de gauche que le PCF a lancé, par l'intermédiaire de la CGT, cette grève-bidon.

* Le service général des PTT comprend les centres de tri et les bureaux-gares, les ambulants et les guichets.

Lutte des arsenaux

NANTES : L'ARSENAL D'INDRET EN GREVE

La quasi-unanimité des 1 300 ouvriers de l'arsenal d'Indret, près de Nantes (Loire-Atlantique) sont en grève pour les mêmes raisons que les autres ouvriers des arsenaux à travers la France. Les portes de l'usine ont été fermées jusqu'au 21 juin, paralysant toute activité dans l'usine. Deux manifestations ont déjà eu lieu à proximité de Nantes. L'Etat répond par la répression et plusieurs délégués syndicaux ont déjà été assignés devant le tribunal. Pour déjouer cette manœuvre, les portes de l'usine ont été réouvertes mais la grève continue.

La direction de la lutte est assumée par un comité de grève composé de cinq militants CGT, cinq CFDT et cinq FO (les ouvriers de l'arsenal sont syndiqués à 90 %). Tous les matins, des meetings ont lieu devant l'usine. Des contacts très serrés sont assurés avec les autres établissements en lutte, notamment les arsenaux de Toulon et de Lorient. Le contact se fait en permanence par téléphone et par l'intermédiaire des syndicats.

L'ambiance est très combative parmi les grévistes qui sont bien décidés à obtenir satisfaction.

Correspondant HR avec des grévistes de l'arsenal.





Témoignage d'ouvrières de Moulinex (Cormelles le Royal-près de Caen)

« On occupe et on a raison »

Sur 12 usines Moulinex, Cormelles-le-Royal, Alençon Marners, Mayenne et Vilaine la Juhel sont occupées, Falaise est en grève, et à Saint-Lo, 650 grévistes débraient.

Nous sommes allés voir et soutenir les grévistes de Cormelles-le-Royal, où Brigitte, Liliane, Marie-Jeanne et Jean-Claude, entre autres, nous ont raconté leurs conditions de travail.

« Tu vois, Moulinex s'est implanté en Normandie, parce que la main d'œuvre y est bon marché, quand l'usine a ouvert ses

tre 3 et 6 km, tu as 2 f 50, entre 6 et 10 km, tu as 2 f 70 et au-dessus de 10 km tu as 3 f 50.

« Moi je touches 2 f 50 par jour, et j'en dépense 5. Il y a des filles et des gens qui viennent de loin, de 45, de 60 km, ils en sont encore plus de leur poche. »

« On ne touche rien du tout pour les enfants qui sont à la crèche et seulement 65 F par enfant pour les vacances en colonie. »

ON TRAVAILLE COMME DES BETES

« On embauche à 7 h, on

brisons la production ».

« Dans tous les appareils, il faut de la laine de verre et à force d'y toucher, tu deviens allergique, et tu attrapes des boutons.

« Là aussi, il faut apporter un certificat médical, mais la direction ne te change pas pour autant d'atelier, elle te donne généreusement un tube de pomade par semaine.

« Quand tu apportes un certificat médical, le chef te le demande et la plupart du temps, il le met au panier.

« L'hygiène est vraiment déplorable, il n'y a pas de

dans quelles conditions nous travaillons, tu peux mieux comprendre la légitimité de notre lutte.

« L'action a débuté dans un atelier d'outillage, il y a un mois et demi, puis ça a fait boule de neige et des revendications ont été déposées dans chaque atelier.

« Nous avons élaboré un unique cahier de revendications où nous exigeons la 5e semaine de congés payés, 400 f uniformes.

« Nous avons commencé par deux heures de débrayages par semaine. Tout de suite, on a compris qu'il fallait entraîner les autres usi-

tenir. Ils avaient apporté un bœuf, l'ont tué et nous ont vendu la viande à prix coûtant.

« Donc, lundi on s'est rassemblé dans l'usine, on a fait le tour des ateliers et après, on a décidé en assemblée générale l'occupation de l'usine. Ce jour-là, les gens qui voulaient travailler, l'ont pu. Les huisiers étaient venus pour constater « l'entrave à la liberté du travail ».

« A 12 h, on a bloqué les portes et dès mardi les huisiers et la direction ordonnaient l'évacuation qu'on a condamnée pour vice de

« Jeudi matin, on leur a fait un petit comité d'accueil à coups de lances à incendies.

ON EST DÉTERMINÉS PLUS QUE JAMAIS

« On occupe 24 h sur 24. Ici, aux dernières élections de délégués du personnel la CFDT a recueilli 87 % des voix. Ce sont des syndiqués et non syndiqués qui dirigent la grève. On s'est organisé en plusieurs commissions : la commission nourriture a reçu de la victuaille des gars de la Saviem et de la municipi-



portes, il y a un peu plus de 15 ans, le personnel était réputé peu revendicatif.

« Il y a une chaîne par appareil, entre 30 à 60 filles par chaîne. Nous, les femmes nous travaillons sur les chaînes (40 h par semaine) comme OS1, OS2, et OS3, les hommes sont affectés à des travaux comme réglages, manœuvres, et électriciens. »

DES SALAIRES DE MISERE

« Moi qui suis OS2, je touche 1 900 F net, et moi qui suis OS3, je touche 2 100 F net » sans les primes d'ancienneté.

« Nous exigeons une 5e semaine de congés payés, parce que nous n'avons que 24 jours de vacances. Pour tout ce qui est social, on peut dire que le patron ne se ruine pas.

« La prime de transport, est calculée à vol d'oiseau. Si tu habites à moins de 3 km, tu ne touches rien, en-

fini à 4 h 15, et on n'a que 3/4 d'heure pour déjeuner et il faut être une minute à l'avance sur son poste. On travaille aux cadences, aux presses, par exemple il faut faire 700 pièces à l'heure, si tu n'y arrives pas, tu as un avertissement. Tu en as un aussi quand tu as plus de trois retards d'un quart d'heure dans la semaine.

« Quand il y a une grève de l'EDF, on attend une heure à notre poste et on n'est pas payées. »

TROIS MINUTES POUR ALLER AUX WC

« Ce qui est pénible, c'est de ne pas pouvoir aller aux WC. Nous avons droit à trois minutes dans la journée pour y aller.

« Pour y aller plus souvent, il faut apporter un certificat médical, quand tu es indisposée, il faut le dire aussi et à partir de 12 h, jusqu'à la pause, interdiction formelle de quitter la chaîne, « sinon nous

papier WC et les torchons sont tellement sales qu'on attrape des verrues. Une de mes copines en a eu jusqu'à dix-huit. »

LES FAUSSES COUCHES SE SUCCEDENT

« En théorie, il y a un atelier moins pénible pour les femmes enceintes, elles y fabriquent des cordons électriques pour tous les appareils, mais en fait c'est à la tête du client. Parfois, la direction met les femmes enceintes à des postes très pénibles, et les fausses couches se succèdent. Un exemple, le chef te poste aux bacs qui transportent des glaces pour les rôtissoires. Tu dois faire 406 bacs dans ta journée, tu déplaces donc 16 tonnes dans ta journée.

« Tu vois, c'est un travail léger, pour les femmes enceintes ! »

ON OCCUPE ET ON A RAISON

« Maintenant que tu sais

nes Moulinex dans le combat, si nous voulions durcir la lutte.

« Alors les chefs de service, et Gauthier, le directeur, nous ont affirmé qu'il n'y avait pas d'augmentation.

« Nous savons en revanche, que les cadres sont augmentés chaque année. Au 1er janvier 1978, ils ont eu 6,5 % d'augmentation.

« Le directeur se moque de nous. Nous bénéficions d'une réduction sur les produits Moulinex, mais ils sont moins chers dans les grands magasins. Nous l'avons fait remarquer à la direction qui nous a cyniquement proposé « de faire comme les grandes surfaces d'acheter par wagon ».

ON A DÉJÀ OCCUPE L'USINE

« Alors, on occupe l'usine depuis lundi matin, 19 juin. Ce n'est pas la première fois qu'on occupe, on l'a déjà fait en 1974 et des petits paysans de la Manche sont même venus nous soutenir.

forme, et ils ont assigné un délégué en référé.

« L'entrevue avec le préfet, mardi soir, n'a rien donné. Mercredi matin, la direction, la maîtrise et les responsables FO faisaient signer une pétition contre l'entrave à la liberté du travail aux non-grévistes.

« Il faut souligner un fait : sur 2 500 ouvriers, la moitié est en grève, mais nous ne considérons pas les non-grévistes comme des ennemis, il faut qu'ils fassent le pas. Nos vrais ennemis, ce sont la direction et la maîtrise. »

LA MAÎTRISE VIENT DE CHEZ CITROËN

Une bonne partie de la maîtrise vient de chez Citroën, à côté.

« Pendant les grèves EDF, certains cadres sont descendus manifester contre les grévistes d'EDF et maintenant ils se sont regroupés en commandos et patrouillent autour de l'usine.

palité de gauche de Blainville. La commission propreté s'occupe du balayage, de l'hygiène et la Commission relations extérieures a des contacts directs avec les autres Moulinex et la Saviem. Nous savons que les flics vont venir nous expulser mais tu comprends que pour des raisons de sécurité, on ne peut pas dire ce qu'on va faire.

« La menace des flics ne nous empêche pas d'occuper sereinement l'usine. Tu vois, les gars là-bas, jouent à la pétanque et ce soir nous allons nous retrouver tous autour d'un barbecue.

« Il faut que nous mettions à l'étude la garde des gamins il faut en tenir compte par rapport à l'occupation de la nuit. »

Amis lecteurs, en signe de solidarité, nous pouvons leur envoyer de l'argent, adressez-vous au journal qui leur transmettra.

Le meeting de Lille « Tout le monde se sent à l'aise »

De notre correspondant HR

C'est sous le signe de l'unité de la classe ouvrière que plus de 300 personnes se sont rassemblées dimanche 18 juin dans la vaste salle de la halle aux sucres à Lille décorée de banderoles, de peinture à l'huile, de panneaux appelant à la lutte contre le capitalisme et qui, dès l'entrée, faisaient apparaître la richesse et la variété du rassemblement. « Un meilleur style, tout le monde se sent à l'aise, chacun se sent mobilisé » ont dit des camarades. C'est vrai, l'enthousiasme régnait : camarades, parents, amis, ouvriers des quartiers, des adolescents aux camarades plus âgés, dont d'anciens résistants, tous se sont sentis profondément unis par une solidarité de classe.

Le culturel était évidemment à l'honneur. Des jeunes de Hem, dans la banlieue de Roubaix, français et immigrés, ont joué des extraits d'une pièce contre le racisme et le chômage. Bien qu'encore au début de leur expérience théâtrale, nos jeunes camarades, pleins d'humour, nous ont bien fait rire en imitant « l'ogre capitaliste ».

A 17 h 30, c'est la « Lyre des travailleurs » qui a ouvert le meeting, chaleureusement encouragée pour la présentation de son nouveau spectacle. Spectacle alliant chœurs, solos, poèmes, mimes, avec de nouvelles chansons et musiques, un accompagnement sans cesse en progrès, un nouveau costume... et la sortie de l'auto-collant « La Lyre des travailleurs ».

Le public a manifesté son émotion en écoutant chanter la dure vie de cet ouvrier « à la Lainière y'a plus d'ouvrage et l'capital brasse des millions », de cette mère « pour mon garçon je suis chagrine »... Mais bien vite l'émotion a fait place au rire quand a surgi Giscard entouré de deux enfants entonnant la cantine traditionnelle, quelque peu orientée cette fois : « Giscard, les gros bateaux qui vont sur l'eau lâchent du pétrole »... et quand fut mimée la bourrée de l'Élysée.

L'importance de l'unité dans l'action contre le gouvernement Giscard-Barre a largement été mise en évidence par les panneaux sur les luttes dans la région :

Lainière de Cambrai, dans le textile de Roubaix-Tourcoing, dans les entreprises notamment métallurgiques de Marquette et de Lomme, et par les interventions de camarades ouvriers lors d'un débat sur le thème : la voie de la lutte.

Une ouvrière de la Lainière de Cambrai a apporté un vivant témoignage sur la grève de la Lainière et sa certitude de voir la lutte continuer, car dans la lutte les ouvrières ont pris conscience de leur force et se sont unies. Un camarade immigré expliquant la lutte menée contre les licenciements dans une entreprise de Dunkerque a montré l'importance de l'unité Français-immigrés.

La présence d'un stand des camarades du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste et une intervention de la fédération du Nord du PCRml, a prouvé que l'unité des marxistes-léninistes avance.

Ensuite, c'est avec beaucoup d'attention que la salle a écouté l'intervention de Pierre Bauby au nom des communistes marxistes-léninistes de France. Appel à rejeter la voie électoraliste, à ne compter que sur nous-mêmes, à suivre la voie de Renault et de nombreux ouvriers en lutte. Appel à soutenir les ouvriers en lutte, les luttes du peuple contre l'impérialisme, à démasquer le social-impérialisme soviétique, à développer la solidarité avec les pays socialistes. Appel à reconstruire l'unité de la classe ouvrière sur les mots d'ordre : contre le gouvernement Giscard-Barre, pour sortir de l'impasse des partis de gauche, lutter dans l'unité, s'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans : le Parti marxiste-léniniste. « Oui, les rêves peuvent devenir réalité, oui la révolution est possible ».

« C'est vrai je suis tout à fait d'accord avec ce qu'a dit le camarade » nous a dit un ancien FTP, présent dans la salle. Au stand de prise de contact, plusieurs personnes se sont alors proposées pour travailler avec les marxistes-léninistes.

Après la clôture du meeting, un bal bien sympathique auquel se sont mêlés des gens du quartier, a terminé la soirée.

Vers la suppression de la peine de mort ?

On a beaucoup parlé de la peine de mort ces derniers jours. Trois initiatives sont à l'origine de cette soudaine actualité.

Tout d'abord, il y a une dizaine de jours, douze ou treize députés de la majorité ont déposé une proposition de loi pour son abolition. Venant de parlementaires de la majorité, cette initiative est nouvelle et en contradiction avec l'orientation traditionnelle de ces partis et du gouvernement. Bien que plutôt mal reçue par Peyrefitte, le ministre de la justice, l'initiative en question laisse penser qu'il y a peut-être anguille sous roche.

Quelques jours après le dépôt de la proposition de loi, le journal « Le Figaro » proche de la majorité, publiait les résultats d'un sondage indiquant un renforcement dans l'opinion publique de la tendance favorable à l'abolition de la peine de mort. Le pourcentage des gens favorables à la peine capitale est toujours élevé (58 %) mais il est en diminution par rapport à un sondage précédent datant de 1976 où ce taux était de 72 %. D'autre part, le sondage du « Figaro » indique que 74 % des personnes interrogées sont favorables à un débat sur un tel sujet à l'Assemblée nationale, c'est-à-dire que les trois-quarts de ces personnes envisagent la possibilité de sa suppression à l'issue d'un tel débat.

Enfin, un dernier indice : la Cour de cassation vient successivement d'annuler trois condamnations à mort prononcées par les cours d'assises de la Gironde, du Nord et de l'Essonne. Ces trois annulations ont pour conséquence qu'il n'y a plus

actuellement de condamné à mort en France. Il semble évident que ces trois décisions de la Cour de cassation sont concertées et résultent d'une volonté politique au plus haut niveau.

UNE MESURE QUI SERVIRAIT L'IMAGE DE MARQUE DE GISCARD

Même si cela n'est pas pour les prochains mois, il est fort possible que Giscard envisage la suppression de la peine de mort. Il y a des raisons à cette possibilité : la France est l'un des derniers pays européens à avoir conservé cette peine barbare. En Espagne, par exemple, la peine de mort a été supprimée à la mort de Franco. De ce point de vue-là, la France et Giscard retardent. Le maintien de la peine capitale n'est guère en accord avec l'image libérale

que Giscard veut se donner.

AU MOMENT OU LA RÉPRESSION CONTRE LES IMMIGRÉS S'ACCROIT

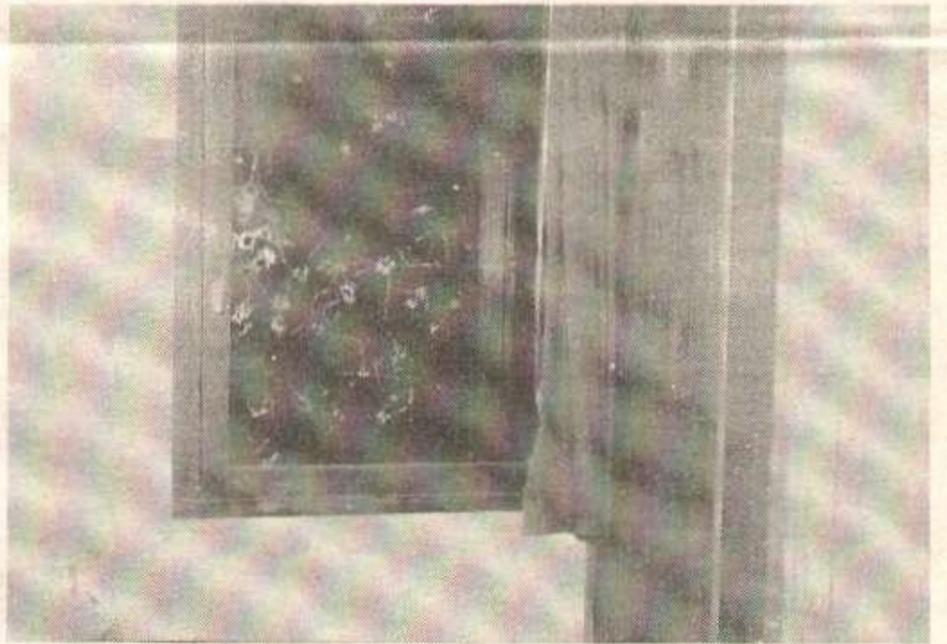
L'abolition de la peine de mort serait une mesure positive et nous sommes résolument pour.

Cependant il faut en voir les limites. La peine de mort est utilisée actuellement par la bourgeoisie contre des criminels de droit commun. Or, la peine de mort n'a aucun effet dissuasif ni aucune influence sur l'évolution de cette criminalité, et en ce sens elle n'a aucune utilité. De ce fait, il ne coûterait rien au pouvoir de la supprimer. D'autre part, il faut bien voir que la politique répressive et la violence de la bourgeoisie visent, en priorité le peuple et en particulier les travailleurs immigrés. Combien de ces travailleurs sont assassinés chaque année par les

bandes armées du capital ? Les assassins de ces crimes racistes sont toujours impunis alors même que la peine de mort existe. Son abolition n'empêchera pas que de tels crimes continuent. Ces crimes, on le sait, sont directement inspirés par le pouvoir.

UNE MESURE POSITIVE MAIS QUI NE CHANGERAIT PAS GRAND CHOSE

L'abolition de la peine de mort serait un acte positif mais qui ne changerait donc pas grand chose au fond. En aucun cas, elle ne serait inspirée par un désir d'atténuer la répression bien au contraire. Elle serait pour Giscard uniquement un moyen facile d'embellir l'image libérale à laquelle il tient et que les plans Barre, les mesures Stoléru, les interventions au Tchad, et au Sahara, ont fortement mise à mal.



Attentat au foyer Sonacotra de Villemonble. Supprimer la peine de mort, oui, mais aussi exiger la poursuite des auteurs d'attentats racistes et fascistes.

L'affaire des micros du « Canard enchaîné » de nouveau devant la justice

La Cour de cassation a cassé jeudi soir l'arrêt de la chambre d'accusation de Paris du 12 juillet 1977 qui avait prononcé un non-lieu dans l'affaire des écoutes du « Canard Enchaîné ». L'affaire a été renvoyée devant la cour d'Amiens.

Rappelons que le 3 décembre 1973, Escaro, dessinateur et administrateur du « Canard » découvrait plusieurs individus « travaillant » dans les futurs lo-

caux du journal. Ces individus, d'après les renseignements du « Canard » étaient des policiers en train de poser des micros. Le tribunal de Paris avait, après trois ans d'instruction, signé une ordonnance de non-lieu en faveur des policiers qui avaient été pourtant formellement reconnus par les témoins.

La justice reconnaît-elle enfin la culpabilité des policiers espions ?

Les bourses du 2e degré vont augmenter de ...2,8%

Le taux des bourses du second degré va augmenter de 2,8 % à la prochaine rentrée scolaire. C'est ce qu'on appelle se foutre du monde. Alors que le gouvernement prévoit lui-même une augmentation du coût de la vie supérieure à 10 % au cours de l'année qui vient, les parents des lycéens et collégiens qui reçoivent les bourses auront droit à une augmentation misérable. D'autre part, les élèves redoublants des lycées d'enseignement professionnel et des écoles techniques du second cycle court n'auront

plus droit aux bourses. Les bourses sont attribuées aux familles les plus pauvres en principe. L'augmentation de 2,8 % est donc par sa faiblesse une opération contre ces familles. Il en est de même de la suppression des bourses des redoublants du cycle court de l'enseignement technique. Cet enseignement est fréquenté par des enfants du peuple, qui, donc, en cas de redoublement devront abandonner les études et aller travailler, à moins que leurs parents ne fassent encore davantage de sacrifices.

PARUTION DE L'HUMANITE ROUGE PENDANT LES VACANCES

A NOS LECTEURS

Pendant la durée des congés d'été le quotidien cessera sa parution du 30 juin au 4 septembre. Le bimensuel paraîtra les 4 et 25 juillet et le 22 août puis reprendra régulièrement sa parution à partir du 5 septembre.

Nous demandons à nos lecteurs de communiquer le plus rapidement possible à l'administration l'adresse à laquelle ils désirent recevoir ces numéros, en cas de changement d'adresse (indiquer entre quelle date il se produit) et la modification éventuelle du nombre de prise.)

Un mois de reportage en Chine

**Avec le peuple
chinois**



En visite au Palais de l'artisanat à Pékin beaucoup de monde (10 000 visiteurs par jour).



Les enfants d'un crèche d'usine nous saluant.



Ils nous attendaient dans la rue, après une visite.



A table : repas, pique-nique avant la visite du tombeau des Ming.



Dans un parc...



On a joué avec eux au badminton, dans la cour du temple qu'on visitait.

Small text at the bottom of the page, likely bleed-through from the reverse side, containing names and possibly dates.

Les 6 heures sur l'Afrique

Une initiative positive et à développer

Samedi 24 juin, de 14 à 20 h, s'est tenue une réunion d'information ayant pour thème « Halte à l'offensive du social-impérialisme en Afrique ».

Du point de vue politique, l'aspect le plus important a sans nul doute été la déclaration commune de huit organisations, faite au meeting et dont nous publierons demain des extraits. Plusieurs organisations ont également fait des interventions, soutenant la lutte du peuple zairois contre l'agression soviéto-cubaine en la reliant aux luttes dans leur propre pays et à l'offensive russe sur tout le continent.

Auparavant avaient été projetées des diapositives dénonçant la politique agressive du social-impérialisme en Europe et dans le monde et le soutien que leur apportent les dirigeants révisionnistes du PCF en la matière. Le débat est parti de là pour se centrer plus sur l'Afrique, et notamment le Zaïre, où les patriotes zairois ont apporté un certain nombre d'explications.

Bien que préparée très rapidement, avec très peu de moyens et de temps pour l'agitation et la propagande, ce sont environ une centaine de personnes (en majorité des Africains) qui y ont participé.

De l'avis de plusieurs d'entre eux, cette initiative était très positive. Elle est une base de départ à renouveler et surtout à développer et à élargir par la suite.

Bien que d'une manière secondaire, la question de l'impérialisme français a également été abordée. Il le fut d'une part par les camarades comoriens qui considèrent qu'aux Comores l'impérialisme français est encore l'ennemi principal, d'autre part à travers l'intervention de *L'Humanité rouge* dont nous publierons également un extrait.

A l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne

Une bataille de classe à l'échelle internationale

Sa signification en Afrique

En réponse à une lectrice nous interrogeant sur notre position à l'égard du Zaïre, nous avons parlé la dernière fois de la réalité, concrète historique de notre époque : celle de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne mondiale, voyons ce qu'elle signifie dans le cas concret de l'Afrique aujourd'hui.

L'écrasante majorité des pays d'Afrique a acquis son indépendance après la Seconde Guerre Mondiale, dans les années 60. Auparavant ils étaient directement soumis à l'impérialisme et aujourd'hui les conséquences néfastes de cet état de choses persistent. Il leur reste beaucoup à faire pour parachever leur indépendance politique et surtout économique. De plus, dans la

quasi-totalité des cas les contradictions s'imbriquent dans des contradictions tribales qu'utilisent l'impérialisme et le social-impérialisme.

Si, dans les pays du second monde, la contradiction principale se situe entre bourgeoisie et prolétariat, il n'en est pas de même dans les pays africains ou du tiers monde en général. L'étape

(Suite page 2)

Le PS face à Rocard

Deux événements (sur lesquels nous reviendrons) sont venus marquer la vie du PS ce week-end. Face à l'offensive de la « ligne Rocard », Defferre a battu le rappel autour de Mitterrand. Il a fait comprendre à Mauroy qu'il fallait resserrer les rangs autour de Mitterrand, comme ce fut le cas lors du congrès de fondation de ce Parti, à Epinay.

C'est face à la ligne Rocard aussi que s'est déterminée la minorité organisée du PS, le CERES. Fidèle artisan de l'Union de la gauche défunte (et ce depuis le début), le CERES voit d'un très mauvais œil les attaques successives de Rocard contre cette politique et l'alliance avec le PCF.

Une lutte de lignes politiques traverse le PS : quelle stratégie pour aujourd'hui ? Se rapprocher du PCF à nouveau ou jouer le jeu de l'ouverture giscardienne ? Une lutte de lignes politiques qui se double de rivalités de personnes.

Refusant l'exode et le chômage, les Vosgiens bloquent les routes

De notre envoyé spécial Bernard Novion

Dans les Vosges, les travailleurs du textile sont très inquiets après les annonces de fermeture des usines Bousac, des Établissements Chagué à Cornimont ; c'est maintenant le sort des travailleurs de chez Jacquel qui possède trois usines, une à Watzwiller (Bas-Rhin), Dinsheim (Bas-Rhin) et « Le Rabodeau » Moyenmoutier (Vosges). Ces trois usines qui vont licencier du personnel font partie du groupe Agache-Willot.

Devant tous ces états de fait, devant la volonté des patrons Bousac, Agache-Willot, Chagné, Didier, Nicolas Caimant de licencier les ouvriers et de fermer les entreprises, les travailleurs qui ont souci de sauvegarder leur gagne-pain ont bloqué et bloquent encore les routes vosgiennes. A Thaon-les-Vosges et Vincey, sur la Nationale 57, par des arbres et autres, toute circulation est bloquée, il en est de même à Womexy ainsi que Chavelot, ceci par les « Bousac » qui réclament avant tout, outre leur salaire de juin, le droit de vivre et de travailler au pays.

Ces barrages sur les principaux axes routiers vosgiens ont commencé pour la plupart le vendredi 23 juin au matin et continuent encore aujourd'hui ceci malgré les informations défaitistes de la bourgeoisie mais aussi de certains responsables CGT au niveau départemental,

c'est le cas de Monsieur Laroché, secrétaire général de l'Union départementale et des Vosges qui qualifie l'action des travailleurs d'aventuriste et de provocatrice. Il va sans dire que l'ensemble des militants de base CGT ont répondu comme il se devait à ce donneur de leçon, et l'occupation des routes s'accroît.

D'autres actions ont eu lieu dans le même sens notamment à Cornimont (Vosges) le samedi 24 juin où les Chagué, les Nicolas

Caimant, les Perrin, les Didier ont manifesté et bloqué Cornimont avec leur voiture pour démontrer, par cette action, leur volonté de travailler sur place et de ne pas être les esclaves du capitalisme.

A Watzwiller (Bas-Rhin), les travailleuses de chez Jacquel avec le soutien des travailleurs vosgiens de Jacquel (Moyenmoutier) et aussi le soutien des ouvrières de Coframaille (Schirmeck) ont bloqué la route qui mène au « Strudhof »

(ancien camp de déportation où les nazis exterminaient les résistants et réfractaires). Une manifestation commémorative avait en effet eu lieu là avec la venue du ministre des Anciens combattants, etc.

« Ces actions vont continuer m'ont dit tous ces travailleurs que j'ai rencontrés, « elles continueront jusqu'à ce qu'on ait du travail dans nos vallées ». « Nous ne désarmerons pas, même pendant les vacances nous serons là ».



Les travailleuses de la Coframaille et de Jacquel (du groupe Agache-Willot, alias « Dalton ») barrent la route et distribuent des tracts (Photo HR).

La coupe du monde est finie la lutte du peuple argentin continue

La Coupe du monde de football a connu sa dernière heure dimanche à Buenos Aires. L'explication entre l'équipe d'Argentine et celle de la Hollande a fini par tourner à l'avantage de la première.

La finale et son résultat ont sans doute réjoui la junte qui espérait, grâce à la Coupe du monde, établir une sorte de « consensus » social derrière le football et les exploits de l'équipe nationale.

Cependant, ses effets se dissiperont vite et les dures réalités reprendront vite la première place si elles l'ont jamais quittée. Des reporters disaient qu'à Buenos Aires, au cours des manifestations lors des victoires de l'équipe d'Argentine, aux slogans sur le football, se mêlaient d'autres slogans réclamant

des élections et les libertés.

Cette finale aura été à l'image de cette Coupe du monde : un triste spectacle le plus souvent, un sommet de l'anti-jeu. Jamais rencontre ne fut marquée par autant d'irrégularités, de tricheries. Le jeu fut, pour une finale, bien pauvre ; l'arbitrage fut certainement à l'avantage des Argentins. Sur le plan strictement sportif, il faut admettre que cette victoire de l'équipe d'Argentine récompense l'équipe peut-être la plus offensive de cette Coupe, la moins avare d'efforts et qui ne basa pas son jeu, comme cela se fait maintenant, sur la défense mais sur l'attaque.

Cependant, on peut se demander ce qu'il reste du sport dans une telle compétition. L'enjeu est

énorme pour les joueurs comme pour les organisateurs. Des milliards sont en jeu. Pour le pays organisateur, l'opération est de plus en plus une opération politique. Les équipes qui ont quelques prétentions subissent durant des mois un entraînement spécial à l'abri des regards indiscrets des concurrents. Des sommes considérables sont dépensées pour leur préparation. Par exemple, le Pérou a racheté tous les contrats des joueurs péruviens sélectionnés à l'étranger afin qu'ils puissent se préparer spécialement pour cette Coupe. Autre exemple, l'Argentine semble avoir payé le prix fort pour faire venir Kempes (considéré comme le meilleur joueur de cette Coupe) de Valence en Espagne. Ce joueur semblait avoir au début quelques réticen-

ces pour jouer.

Que reste-t-il du plaisir de jouer dans le football défensif ou de milieu de terrain pratiqué à quelques exceptions près (Argentine, Italie, France). Sous le prétexte de prendre le moins de risques, l'attaque, l'offensive sont remises à l'écart. Encore une fois, victoire et ses conséquences financières et autres obligent.

Pour en revenir à la junte argentine, cette Coupe, par rapport à ce qu'elle en attendait, aura été un échec. Désormais, les crimes de la junte argentine sont connus dans le monde comme jamais ils ne l'avaient été auparavant. Au cours même de cette Coupe, malgré la répression, le peuple argentin a continué sa lutte et a su se faire entendre de l'opinion internationale.